

DECLARATION

DU

Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien

Sept mois après avoir renoncé à la coopération, le gouvernement vient de prendre une initiative révélatrice : l'emprisonnement de Ben Salah et la décision de le faire comparaître devant la Haute Cour. Ce faisant, c'est pour dissimuler la crise qu'il traverse actuellement que le pouvoir de la bourgeoisie a eu recours à cette nouvelle manœuvre démagogique. Alors que le peuple voit le chômage s'étendre, les conditions générales de sa vie devenir chaque jour plus difficiles, la bourgeoisie lui jette un nouvel os à ronger, tente de détourner son attention et ses procédés demeurent ce qu'ils ont été dans le passé : arbitraire, mensonge, mépris de sa propre légalité et des droits élémentaires des citoyens.

Le G.E.A.S.T. a été le premier et pratiquement le seul à condamner la politique pseudo-socialiste dont Ben Salah était un défenseur particulièrement zélé. Toutes nos prises de position, y compris celles qui ont entraîné la dure répression de mars 1968 sont à cet égard suffisamment éloquents. Le « socialisme destourien » a toujours été pour nous un moyen de généralisation du capitalisme sous une forme autocratique, fondée sur la contrainte et la répression policière. A ce titre, nous avons toujours dénoncé Ben Salah et tous les chiens de garde de la bourgeoisie tunisienne.

Si les masses populaires, paysans pauvres et ouvriers, ont toujours opposé une résistance acharnée à la politique d'avant septembre 1969, elles ne sont pas dupes car elles savent que cette politique n'a jamais été l'œuvre personnelle de Ben Salah, mais celle de toute la bourgeoisie au pouvoir. Les mêmes qui l'accablent aujourd'hui étaient ses co-auteurs et ses exécutants. Bourguiba disait : « Celui qui attaque Ben Salah, m'attaque personnellement. » Les ministres prenaient allègrement le volant des tracteurs pour défoncer les bornes des propriétés agricoles, tout le gouvernement a approuvé la répression au Sahel...

Devant l'échec de sa politique, l'équipe au pouvoir commence à s'entre-déchirer, montrant au grand jour sa faiblesse et l'impasse dans laquelle elle se trouve. Pour ne pas avoir à rendre des comptes sur toute une politique, craignant que la connaissance de la vérité n'excite contre elle la colère des masses populaires, cette équipe donne Ben Salah en holocauste, s'acharne contre lui et en fait le bouc émissaire universel en essayant d'utiliser la haine que le peuple tunisien a voué à celui qui représentait le plus une politique d'exploitation, d'oppression et de répression contre les masses.

Mais le pouvoir ne peut pas faire les choses au grand jour, car il sait que le procès de Ben Salah risque d'être celui de toute une politique et de tous ses tenants, Bourguiba en tête.

De toute façon, la justice bourgeoise — instrument aux mains de la classe dominante — se gardera bien de retenir contre Ben Salah les charges que les masses populaires retiennent contre le pouvoir tout entier.

C'est parce que nous intégrons le combat démocratique dans le cadre de la lutte contre la dictature et l'exploitation de la bourgeoisie, que nous condamnons les méthodes arbitraires, la suppression des garanties des accusés et le recours maintenant habituel à des juridictions d'exception susceptibles d'empêcher la vérité d'être dite, comme nous luttons contre la loi de 1959 qui supprime la liberté d'organisation et contre toutes les violations des libertés démocratiques.

Que Ben Salah, en qui nous avons toujours vu un traître au prolétariat et un ennemi de la démocratie, soit à son tour la victime des méthodes dictatoriales et arbitraires, cela ne nous fait pas renoncer à nos positions de principe : nous défendons le droit de Ben Salah, comme celui de tous les citoyens tunisiens à avoir un procès public, où toute la lumière pourra être faite : car en plus du droit de Ben Salah à se défendre, c'est le droit le plus fondamental des masses populaires à connaître tous les responsables d'une politique qui les a opprimés si durement.

Mais nous savons que le pouvoir ne peut pas faire son propre procès ; les masses populaires le feront.

Nous disons NON à la mascarade du bouc émissaire, NON à la perpétration de l'arbitraire, nous exigeons les rétablissements des libertés démocratiques.

FAISONS DE CE PROCES LE PROCES DE LA BOURGEOISIE !

Le 6 avril 1970.

G.E.A.S.T. (« Perspectives »)